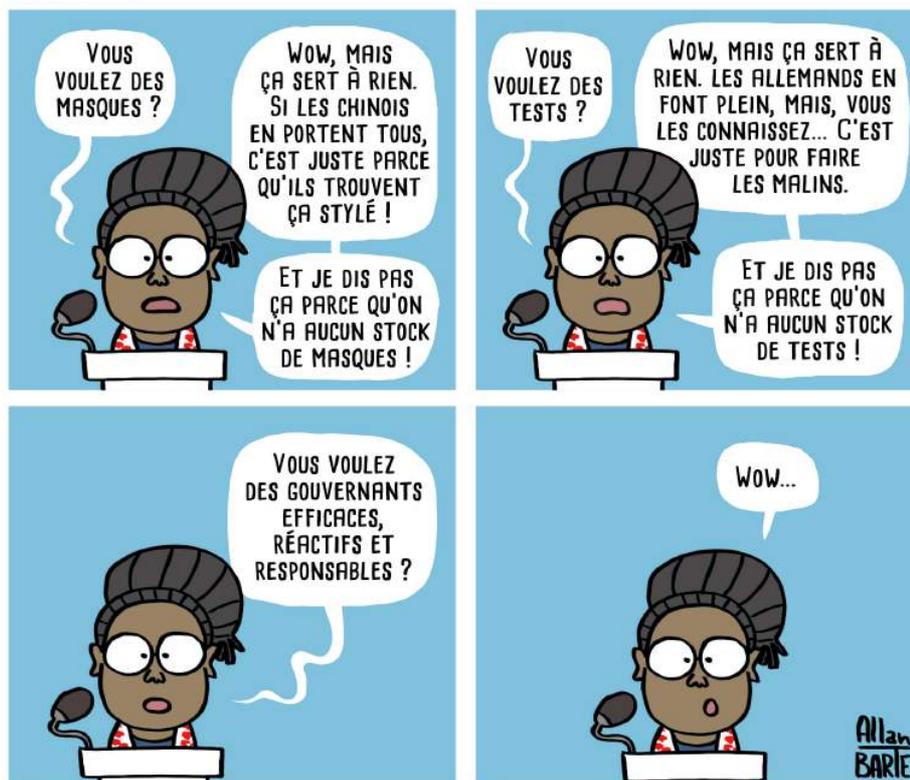


COVID 19

LA POSTE RÉDUIT SON ACTIVITÉ, MAIS LE BUSINESS EST TOUJOURS D'ACTUALITÉ... LE RISQUE AUSSI !

Depuis le début de la crise du Covid-19 les dirigeants du groupe La Poste, à commencer par son PDG Philippe Wahl, se sont singularisés par leur gestion désastreuse des événements. Placé-e-s devant l'injonction (légitime) à se confiner, les postières et les postiers se sont paradoxalement trouvés dans l'obligation de devoir se rendre au travail, sans aucune consigne de leur hiérarchie pour garantir leur sécurité.



Beaucoup d'entre elles/eux ont pris leurs responsabilités en exerçant leur droit de retrait. Pour se protéger, pour protéger leurs proches et la population. L'attitude de leur directions locales a été, dans la plupart des cas, d'une rare indignité. Des menaces de sanctions, de retenues sur salaire ont été proférées. Mais le nombre de postier-e-s et leur détermination ont clairement mis la pression sur les dirigeants... Tout comme l'intersyndicale nationale, qui s'est fait l'écho de cette réaction collective à laquelle les syndicalistes de terrain combattifs et combattives ont largement contribué. Une lettre au Ministre de l'Economie et au PDG de La Poste a ainsi été envoyée par six des sept fédérations représentatives dans l'entreprise. Elle pointait les problèmes de sécurité ainsi que le manque de définition des missions de service public en cette période si particulière.

Sud
Solidaires

Fédération des activités postales et de télécommunications
25/27 rue des envierges 75020 Paris
tel 01 44 62 12 00 fax 01 44 62 12 34
sudptt@sudptt.fr www.sudptt.org

Solidaires syndicale

Si on ajoute à cela la mise en lumière médiatique des risques subis par les agents, la pression était clairement mise sur le Comité exécutif de La Poste.

Ce dernier a fini par réagir, et des mesures ont été annoncées le 23 mars. Pour résumer, La Poste réduit de moitié ses activités dans l'ensemble des branches et des métiers. A partir de la semaine prochaine, les postier·e·s seront présent·e·s sur leur site, au maximum, soit un jour sur deux, soit la moitié de la semaine, avec le maintien de l'intégralité de la rémunération. C'est bien la preuve que, même en période de confinement, malgré les difficultés à s'organiser collectivement, la mobilisation, ça paie.

Néanmoins, Sud PTT considère que les problèmes sont, pour l'essentiel, bien loin d'être réglés.

Tout d'abord, même s'ils et elles passent moins de temps au travail, les postier·e·s sont toujours exposé·e·s à des risques importants liés au Covid-19, et sont toujours susceptibles de propager le virus. Les locaux et les matériels ne sont toujours pas nettoyés, ni désinfectés, aussi souvent qu'il le faudrait, alors qu'ils sont potentiellement vecteurs de contamination. Tout comme les lettres et les colis. Dans les bureaux de poste également, les conditions de sécurité ne sont toujours pas réunies. Et la situation risque d'être encore plus tendue avec le versement des prestations sociales début avril, pour lequel rien n'est encore prévu.

Ensuite, diminution de l'activité ne rime pas forcément avec meilleure définition des missions vitales à assurer en direction du public. La Poste a beau communiquer, sur les réseaux sociaux, en direction des usagers pour leur demander de commander en ligne de manière « responsable », elle se refuse toujours à intervenir auprès des grands émetteurs comme Amazon, qui est par ailleurs son plus gros client. Au nom de la sacro-sainte liberté du commerce, on s'interdit donc de mettre l'appareil productif au service des besoins essentiels de la population... Quitte à continuer à mettre en danger les factrices et les facteurs, pour distribuer tout et n'importe quoi.

Enfin, la politiquement par le groupe dans ses filiales est encore pire.. Les salarié·e·s de ces dernières sont mis au chômage partiel, sans maintien de leur rémunération.

Pour toutes ces raisons, Sud PTT continue son combat pour la santé et la sécurité des salarié·e·s du groupe La Poste et de ses usager·e·s. Tant que celles-ci ne sont pas garanties, tant que les missions de services publics essentielles n'auront pas été clairement définies, nous continuerons de revendiquer la fermeture des établissements, comme mesure d'urgence sanitaire.

Notre fédération a été contrainte d'assigner La Poste en référé, pour enfin obliger les dirigeants de l'entreprise à prendre les mesures nécessaires. Nos vies, décidément, valent bien plus que leurs profits.